



## Veille mensuelle sur la situation économique et financière de l'Autriche

© DG Trésor

octobre 2019

### *Des négociations de coalition entre Conservateurs et Verts dont l'issue est incertaine*

Après deux semaines de « Sondierungen » (discussions préalables), le parti conservateur ÖVP dirigé par Sebastian Kurz et le parti des Verts « die Grünen », dirigé par Werner Kogler ont décidé d'ouvrir les négociations formelles en vue d'un accord de coalition. Les parties prenantes soulignent l'ampleur de la tâche compte tenu des positions éloignées sur les sujets de fond, environnementaux mais aussi sociaux et sociétaux. Parvenir à **un programme gouvernemental commun supposera des compromis importants** de part et d'autre, même si les orientations de politique économique pourraient être relativement plus faciles à réconcilier, selon les observateurs.

Le futur gouvernement pourra néanmoins compter pour l'instant sur un cadre macro-économique, certes moins favorable que les deux années antérieures, **mais avec une économie relativement résiliente**. Ainsi les dernières prévisions des instituts nationaux et internationaux prévoient une croissance comprise entre 1,5 % et 1,7 % cette année, puis entre 1,4 % et 1,5 % pour les deux prochaines années. Cette relative déconnexion avec l'économie allemande est à mettre sur le compte d'un ancrage aux économies des PECO qui restent dynamiques et à la demande intérieure soutenue par les mesures de pouvoir d'achat décidées par l'ex gouvernement Kurz (bonus famille, avec 1 500 EUR supplémentaires par enfant par an), par le Parlement lors des sessions de juillet et septembre dernier et par des hausses salariales.

Le ministre des Finances du gouvernement de transition, M. Müller, anticipe d'ailleurs que ces nouvelles dépenses conjuguées à l'affaiblissement de la croissance se traduiront par un retour au déficit en 2020 (-0,1 %), après deux années d'excédent (0,2 % et 0,3 % points de PIB). Ces projections sont nettement plus pessimistes que celles des autres institutions (Commission européenne, WIFO) qui prévoient encore un surplus budgétaire pour 2020 et 2021 (entre 0,2 % et 0,4 %). **Une manière probablement pour le Ministre Müller de convaincre le Parlement de ne pas poursuivre la surenchère en cette période de négociations en vue d'un futur gouvernement.**



<b>Situation économique et financière</b>	<b>2</b>
□ <b>Evolution des indicateurs et prévisions</b> .....	<b>2</b>
• <i>Prévisions à moyen terme 2020-2024 : +1,4 % par an</i>	2
• <i>Le ministre des Finances annonce pour 2020 un léger déficit budgétaire</i>	3
□ <b>Echanges</b> .....	<b>3</b>
• <i>Les investissements autrichiens à l'étranger atteignent plus de 200 Mrd EUR selon les statistiques de l'OeNB</i>	3
• <i>Le Brexit – quelles conséquences économiques pour l'Autriche ?</i>	4
<b>Politique économique et sociale</b>	<b>4</b>
□ <b>L'emploi</b> .....	<b>4</b>
• <i>Revalorisation de 2,7 % dans le secteur de la sidérurgie et de la métallurgie</i>	4
□ <b>Questions sociales</b> .....	<b>5</b>
• <i>Indexation des allocations familiales : l'Autriche persiste</i>	5
• <i>Logement social : la ville de Vienne inaugure 120 nouveaux logements en propriété et gestion directes</i>	5
<b>Questions sectorielles</b>	<b>6</b>
□ <b>Services financiers</b> .....	<b>6</b>
• <i>Le patrimoine financier privé des Autrichiens dépassent la barre de 700 Mrd EUR</i>	6
• <i>Erste Group affiche un bénéfice de plus de 1 Mrd EUR au moment du départ de son CEO</i>	6
□ <b>Energie et environnement</b> .....	<b>6</b>
• <i>Recul pour la part de l'électricité verte subventionnée, les coûts pour les ménages diminuent</i>	6
• <i>La loi sur l'attractivité économique contraire au droit européen ?</i>	7
□ <b>Communications</b> .....	<b>7</b>
• <i>Österreichische Post sanctionnée pour une base de données sur les opinions politiques de ses clients</i>	7
• <i>Autriche à la troisième position parmi 36 pays dans le domaine des services publics numériques</i>	7
□ <b>Industrie</b> .....	<b>8</b>
• <i>KTM Industries AG devient PIERER Mobility AG</i>	8
• <i>Hirtenberger vend sa branche Défense</i>	8
□ <b>Transports</b> .....	<b>8</b>
• <i>Austrian Airlines annonce un plan d'économies et la suppression d'emplois pour faire face à la concurrence des compagnies low cost</i>	8
<b>Relations bilatérales</b>	<b>9</b>
• <i>Hirsch Servo se développe en France en rachetant l'activité de placoplatre de Saint Gobain</i>	9
<b>Annexe</b>	<b>10</b>

[Haut du document](#)

## Situation économique et financière

### Evolution des indicateurs et prévisions

**Prévisions à  
moyen terme  
2020-2024 :  
+1,4 % par an**

Depuis le premier semestre 2018, l'économie mondiale s'affaiblit continuellement. Pour les années à venir, les prévisions de croissance, établies récemment par l'institut de conjoncture Wifo, restent orientées à la baisse. Avec une progression de +1,4 % par an pour la période 2020/2024 (après une moyenne de +1,9 % par an entre 2015 et 2019), l'économie autrichienne connaîtra une croissance légèrement supérieure (+0,1 point) à la moyenne de la zone euro. Les mesures en faveur du pouvoir d'achat (déduction fiscale accordée aux familles avec enfant et mesures de soutien aux personnes à faible revenu en 2020 et 2021) continueront de soutenir la demande domestique. La croissance moyenne de la consommation privée sur la période de prévision sera de 1,5 % par an (2015/2019 +1,2 %



par an). L'expansion, modérée mais stable, permet une progression régulière de l'emploi de 1,0 % par an, toutefois en-deçà de +1,7 %/an entre 2015 et 2019. Mesuré selon la définition du BIT, le taux de chômage restera autour de 4,6 %. Les hausses de prix resteront modérées à moyen terme (+1¼% p.a.), et le différentiel d'inflation par rapport à la zone euro devrait se maintenir autour de +0,25 point. Sur la base des prévisions de croissance économique nominale (+3,2 % par an) et des mesures de politique économique envisagées jusqu'à présent, le solde budgétaire des finances publiques devrait rester positif sur la période sous revue (entre +0,4 % et +0,6 % du PIB nominal contrairement aux prévisions du BMF présentées dans le projet de plan budgétaire pour 2020 et 2021, cf. infra). En conséquence, le taux d'endettement de l'Autriche (dette publique en pourcentage du PIB nominal) devrait continuer sa résorption à 56 % d'ici 2024.

Selon les premières estimations de la croissance trimestrielle, le T3 2019 s'est achevé sur une progression du PIB de 0,1 % (données cjo-cvs), comme au T2 2019. Pour la première fois depuis mi-2014, les investissements dans l'appareil productif se sont inscrits en baisse de -0,1 %. La production de biens manufacturés continue de se replier à -0,4 % (-0,1 % au T2). En revanche, le BTP poursuit la tendance observée depuis plusieurs trimestres, affichant toutefois une plus faible hausse au T3 2018 (+0,1 %).

### **Le ministre des Finances annonce pour 2020 un léger déficit budgétaire**

Le ministre des Finances Eduard Müller a présenté mi-octobre le projet de budget 2020 qui prévoit un déficit budgétaire au sens UEM de -0,1 % soit -1,2 Mrd EUR, réparti entre : -0,3 % au niveau du Bund/Etat fédéral et +0,2 % pour les collectivités locales et la sécurité sociale. Cette dégradation serait imputable non seulement à la dégradation conjoncturelle mais aussi aux dernières mesures législatives adoptées lors des sessions parlementaires de juillet et de septembre dans le contexte du gouvernement technique de transition. En 2018, l'Autriche a enregistré un excédent budgétaire de +0,2 % ; en 2019 +0,3 % est attendu. Selon le ministère des Finances (BMF), les mesures votées et non budgétées s'élèveraient à 1 Mrd EUR, la baisse de la croissance induisant une perte de recettes de 400 MEUR ; la stabilité du chômage et les taux bas induisant 400 MEUR d'économies. Les instituts de conjoncture Wifo et IHS anticipaient pour 2020 un solde nominal positif de respectivement 0,4 % et 0,3 %. Le BMF explique cet écart par les données d'exécution budgétaires disponibles en septembre et des estimations plus élevées concernant les effets des mesures votées par le Parlement avant les élections.

### **Echanges**

### **Les investissements autrichiens à l'étranger atteignent plus de 200 Mrd EUR selon les statistiques de l'OeNB**

Après plus de 9 Mrd EUR d'investissements dans les deux sens en 2017, les IDE étaient de nouveau en hausse en 2018, les stocks sortants de l'Autriche dépassant le seuil de 200 Mrd EUR tandis que les stocks entrants atteignaient 176 Mrd EUR. Ces évolutions positives traduisent l'attractivité du marché autrichien, notamment dans le domaine de l'immobilier avec des transactions dans ce secteur à hauteur de 6 Mrd EUR, et la bonne santé des entreprises autrichiennes qui poursuivent leur internationalisation. L'Allemagne conforte sa place de premier investisseur avec 30 % des stocks. On observe notamment le rachat pour 5,5 Mrd EUR du groupe immobilier *BUWOG* par le géant allemand *Vonovia* qui en 2017 avait également repris le groupe immobilier autrichien *Conwert* pour 2,7 Mrd EUR. Toujours dans le domaine de l'immobilier, l'investisseur étatsunien *Starwood* via sa filiale



luxembourgeoise a repris 26 % des parts de *CA Immo* pour un montant de 758 MEUR. Parmi les nouvelles créations figure l'investissement à hauteur de 700 MEUR de l'entreprise pharmaceutique allemande *Boehringer-Ingelheim* dans une nouvelle usine à Vienne. La France avance d'un rang pour devenir le 9<sup>ème</sup> investisseur étranger et reste à la 14<sup>ème</sup> position parmi les pays destinataires des investissements autrichiens.

**Le Brexit –  
quelles  
conséquences  
économiques  
pour l'Autriche ?**

Selon les analyses menées par divers instituts, l'économie autrichienne ne devrait être que faiblement impactée par le Brexit (de -0,1 à -0,2 point du PIB) en raison de sa faible imbrication avec le Royaume-Uni. Avec 4,2 Mrd EUR (en hausse de 7,5 %), les exportations autrichiennes vers le Royaume-Uni représentent 2,8 % du total des exportations en 2018. Cette hausse est portée par le secteur automobile (plus de 22 % des exportations) grâce notamment aux modèles Jaguar assemblés en Styrie par Magna pour le marché britannique, compensant une tendance à la baisse pour les autres groupes de produits. Les exportations de services ont augmenté de 9 % à 2,61 Mrd EUR. Les contributions les plus importantes proviennent des voyages (731 MEUR), l'Autriche demeurant une destination de vacances attrayante pour les Britanniques en 2018 malgré la dévaluation de la livre. La demande de biens et services étrangers du Royaume-Uni a généré en 2018 en Autriche une valeur ajoutée de 4,4 Mrd EUR, soit 1,1 % du PIB. Les importations de l'Autriche en provenance du Royaume-Uni se sont élevées à 2,9 Mrd EUR en 2018 soit 1,8 % du total des importations autrichiennes. En cas de réintroduction de droits de douane entre le Royaume-Uni et l'UE, les exportations autrichiennes vers le Royaume-Uni auraient été soumises à des droits de douane d'un montant maximum de 175 MEUR. Pour les importations en provenance du Royaume-Uni, la charge douanière aurait été de 100 MEUR. L'industrie automobile des deux côtés de la Manche serait particulièrement touchée par de nouveaux tarifs. Dans le cas d'un Brexit dur, certains secteurs, en particulier les équipementiers automobiles, pourraient être affectés indirectement via l'Allemagne ou d'autres chaînes de valeur internationales. Par ailleurs, *Statistik Austria* chiffre à 540 le nombre d'entreprises britanniques en Autriche employant 22 000 personnes pour un CA de 10,7 Mrd EUR et à 150 le nombre d'entreprises autrichiennes au Royaume-Uni avec 54 000 employés et un CA de 24 Mrd EUR.

[Haut du document](#)

**Politique économique et sociale**

**L'emploi**

**Revalorisation de  
2,7 % dans le  
secteur de la  
sidérurgie et de la  
métallurgie**

Les négociations salariales dans la sidérurgie et la métallurgie se sont conclues sur un accord de revalorisation de 2,7 % en moyenne. A compter du 1<sup>er</sup> novembre, les salaires de la branche augmenteront donc entre 2,6 et 2,8 %. Plus de 130 000 salariés en profiteront directement. Indirectement, ce sont plus de 195 000 employés du secteur qui en bénéficieront. Le salaire mensuel minimum, fixé par convention collective entre les partenaires sociaux, atteindra 2 000 EUR bruts. Les indemnités seront augmentées de 2,0 %, les primes seront également revalorisées de 2,6 % et les gratifications des apprentis de 2,7 %. Cet accord a été obtenu après de longues et intenses discussions. Les syndicats réclamaient initialement une augmentation de 4,5 %. Dans l'hypothèse d'un échec, la confédération syndicale avait déjà déposé un préavis de grève. Par ailleurs, les négociateurs ont trouvé un accord pour offrir





aux salariés la possibilité de transformer les primes anniversaires dues en temps de loisir rémunéré à compter du 1<sup>er</sup> avril 2020.

### Questions sociales

#### **Indexation des allocations familiales : l'Autriche persiste**

Dans son différend face à la Commission européenne, contraint de fournir une réponse à l'avis motivé de celle-ci avant la fin octobre (voir notre veille de juillet-août), le gouvernement technique autrichien a choisi de défendre la position adoptée par le gouvernement Kurz et de maintenir le régime d'indexation des allocations familiales servies à des ressortissants européens pour des enfants vivant hors d'Autriche. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, le montant versé est indexé sur le niveau de vie du pays de résidence des enfants, ce qui pour la Commission revêt un caractère discriminatoire et contraire au principe d'égalité de traitement. A noter que la réduction d'impôt pour charge de famille accordée pour des enfants vivant hors d'Autriche (maximum 1 500 EUR par enfant mineur) répond au même principe et s'inscrit également dans le périmètre de la procédure d'infraction. Selon les chiffres fournis par le ministère de la Famille, 275 MEUR ont été servis à l'étranger en 2018 pour les 133 000 enfants ouvrant droit, soit une hausse de 22 MEUR par rapport à 2017. Par cette indexation, le gouvernement Kurz espérait une économie de plus de 100 MEUR. Les autorités argumentent que l'allocation familiale autrichienne n'est pas une aide sociale classique mais plutôt à l'origine un avantage en nature fondé sur les besoins de l'enfant, en référence au coût de la vie en Autriche. Face à cette réponse, il reste fort probable que la nouvelle Commission portera désormais l'affaire devant la cour de justice de l'Union européenne.

#### **Logement social : la ville de Vienne inaugure 120 nouveaux logements en propriété et gestion directes**

Renouant avec la tradition du logement social, bien développé à Vienne depuis 1919, la ville de Vienne vient d'inaugurer un complexe de logements sociaux commandés en 2017 et dont elle est la propriétaire à travers sa société immobilière WIGEBBA. En effet, pendant quelques décennies, plutôt que la construction pour compte propre, la municipalité avait choisi le subventionnement de logements à loyer modéré, bâtis par des promoteurs immobiliers. Au cours des 100 dernières années La ville de Vienne, tenue par les sociaux-démocrates SPÖ, a fait ériger et gère quelques 220 000 logements sociaux ; elle a par ailleurs subventionné la construction de 200 000 logements à loyer modéré. Ce premier nouveau lot s'inscrit dans un programme, né d'une décision municipale de 2015, de construction de près de 4 000 nouveaux logements sociaux qui devraient sortir de terre d'ici la fin 2020. Dans le logement social de nouvelle génération, le loyer est plafonné à 7,50 EUR/m<sup>2</sup> (à Vienne, le loyer moyen, charges comprises, toutes catégories et baux confondus, était de 8,25 EUR/m<sup>2</sup> en 2018 selon Statistik Austria). Les futurs locataires bénéficient d'un bail illimité, sont exonérés du versement d'une caution ou d'une participation locative. L'attribution des logements sociaux incombe à 100 % au service locatif de la ville de Vienne. A noter que tout salarié en Autriche participe au financement du logement social par le biais d'une contribution du logement à hauteur de 0,50 % de sa rémunération mensuelle brute, complétée par une contribution due par son employeur de même hauteur. Ces cotisations, directement versées aux Régions (Länder) depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 avec l'entrée en vigueur de la nouvelle péréquation financière, alimentent un fonds régional de financement de l'habitat.



## Questions sectorielles

### Services financiers

**Le patrimoine financier privé des Autrichiens dépassent la barre de 700 Mrd EUR**

Le patrimoine financier privé des Autrichiens a augmenté de 3,6 % entre juin 2018 et juin 2019 pour atteindre 715 Mrd EUR selon la banque centrale d'Autriche (*OeNB, Oesterreichische Nationalbank*). La composition de ce patrimoine comprend 24 Mrd EUR en espèces et 165 Mrd EUR placés sous formes de dépôts à vue (soit plus d'un quart du patrimoine financier) ainsi que 101 Mrd EUR de dépôts remboursables avec préavis. Le patrimoine investi dans des fonds d'investissement (64,7 Mrd EUR), des actions (26 Mrd EUR) et des obligations (30 Mrd EUR) n'atteint que 17 % du total. 19,8 % du patrimoine (142 Mrd EUR) étant investis dans des plans de prévoyance et de retraites. Contrairement à d'autres pays européens, ce taux reste inchangé depuis dix ans. Selon l'OeNB, les ménages autrichiens comptent principalement sur des formes d'investissement liquides et acceptent même des rendements réels négatifs (-2,8 % en 2018). Malgré le niveau très bas des taux d'intérêt, la majorité des fonds continuent d'être versés dans des dépôts rapidement disponibles. Les placements sous forme de titres ne jouent guère de rôle et la prévoyance ne suscite que peu d'intérêt, notamment en raison de l'importance décroissante des contrats d'assurance vie. Avec 7,7 %, le taux d'épargne reste supérieur à celui de la zone euro (5,1 %).

**Erste Group affiche un bénéfice de plus de 1 Mrd EUR au moment du départ de son CEO**

Après 25 ans à la tête du groupe *Erste* (réseau des caisses d'épargne), M. Andreas Treichl quittera sa fonction de CEO à la fin de l'année. Lors de la présentation des résultats pour les neuf premiers mois de l'exercice, il s'est montré fier du développement du groupe qui emploie 47 000 personnes en Europe centrale et orientale. A la fin du T3 2019, le bénéfice net a atteint 1,2 Mrd EUR, le ratio de fonds propres s'élevant à 13,5 %. Depuis le début de l'année, l'action a gagné environ 12 % à la bourse de Vienne. M. Bernhard Spalt, actuellement numéro 2, succédera à M. Treichl qui, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020, occupera la fonction de président du conseil de surveillance de la Fondation Erste (*Erste Stiftung*, actionnaire majeur du Groupe Erste).

### Energie et environnement

**Recul pour la part de l'électricité verte subventionnée, les coûts pour les ménages diminuent**

Selon le rapport sur l'électricité verte (*Ökostrombericht*) publié chaque année par le régulateur *E-Control*, le taux d'électricité produite sur base de ressources renouvelables a atteint 73 % en 2018 (y compris grandes centrales hydroélectriques) contre 74 % en 2017. Ce développement négatif s'explique notamment par un recul de la production d'énergie hydroélectrique. La subvention obtenue par ponction des particuliers et des entreprises (*Ökostrompauschale, Ökostromförderbeitrag*) permet aux producteurs d'électricité verte (éolienne, photovoltaïque, biomasse, biogaz et petite hydroélectricité) de vendre leur électricité à bas coûts aux fournisseurs et ainsi de concurrencer les autres producteurs d'électricité. La part de l'électricité verte subventionnée par rapport à la consommation totale de l'électricité diminue pour la première fois depuis 2011 et passe de 17,9 % en 2017 à 16,5 % en 2018. Pour un ménage moyen qui consomme environ 3 500 kWh par an, cette taxe écologique a atteint 90 EUR en 2018 contre 100 EUR en 2017 et continuera à reculer à 70 EUR cette année en raison de la fin de certaines subventions non-prolongées. Pour 2020,



on s'attend à un retour à 89 EUR grâce à l'adoption fin septembre par les votes des cinq partis parlementaires d'un paquet de subventions dont le volume total s'élève à 540 MEUR. Il prévoit notamment 36 MEUR supplémentaires par an pour la construction et l'extension des systèmes photovoltaïques et 30 MEUR en faveur de l'énergie hydraulique pour la période 2020 à 2022. De plus, des subventions à hauteur de 20,5 MEUR en faveur de l'énergie éolienne prévues pour l'année 2021 seront anticipées et mises à disposition dès 2020.

**La loi sur l'attractivité économique contraire au droit européen ?**

Dans le cadre des procédures en manquement, la Commission européenne a demandé à l'Autriche (et à sept autres pays) de mettre sa législation nationale en conformité avec la directive 2011/92/UE concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement (directive EIE). La directive garantit que les incidences sur l'environnement des projets publics et privés sont évaluées avant autorisation de ces derniers. En ce qui concerne l'Autriche, cette procédure porte sur plusieurs aspects problématiques de la loi autrichienne transposant la directive EIE modifiée, mais a surtout trait à la loi sur l'attractivité économique (*Standortentwicklungsgesetz*) adoptée en 2019. Selon les dispositions de cette loi, les projets à grande échelle doivent être autorisés au plus tard 18 mois après l'entrée en vigueur de la loi limitant dans le temps les recours des associations opposées aux projets. L'objectif était de faciliter les investissements, avait expliqué la ministre de l'Economie de l'époque, Mme Margarete Schramböck, initiatrice de la législation. L'Autriche a deux mois pour répondre à la lettre de mise en demeure de la Commission.

**Communications**

**Österreichische Post sanctionnée pour une base de données sur les opinions politiques de ses clients**

L'Autorité autrichienne de protection des données (*Datenschutzbehörde*) a prononcé une sanction administrative de 18 MEUR contre *Österreichische Post AG* pour avoir créé une base de données sur les opinions politiques présumées de ses clients. *Österreichische Post* a commercialisé les noms, adresses, âges et genres de presque trois millions d'Autrichiens. Les affinités politiques présumées concernent 2,2 millions d'utilisateurs. La société a reconnu se livrer de longue date à cette pratique, estimant que celle-ci n'avait rien d'illégal dans la mesure où elle relevait d'un calcul de probabilité sans révéler le comportement électoral effectif des personnes, et fera appel de cette décision. La sanction pèserait lourdement sur le résultat de l'entreprise.

**Autriche à la troisième position parmi 36 pays dans le domaine des services publics numériques**

La Commission européenne vient de publier son rapport sur l'administration en ligne, qui évalue l'utilisation des technologies de l'information et de la communication dans les administrations publiques, ainsi que les niveaux d'interopérabilité transfrontalière et d'interaction numérique entre les administrations et les citoyens ou les entreprises dans les États membres de l'UE et dans huit pays tiers. L'étude, introduite en 2012, montre pour 2019 que les pays pionniers dans les services publics numériques sont Malte, l'Estonie et l'Autriche, suivis de près par la Lettonie, la Lituanie et la Finlande. Pour l'Autriche, des efforts supplémentaires seraient nécessaires pour rattraper le retard dans le traitement en ligne des démarches administratives. Ici, l'Autriche se situe à peine au-dessus de la moyenne européenne. Selon la ministre de l'Économie, il est donc important de développer et de mieux faire connaître les formulaires proposés sur les plateformes [oesterreich.gv.at](http://oesterreich.gv.at) et [usp.gv.at](http://usp.gv.at).



## Industrie

**KTM Industries AG devient PIERER Mobility AG** Fondé en 1934 sous le nom de *Kraftfahrzeuge Trunkenpolz Mattighofen*, *KTM Industries AG* est le premier fabricant européen de deux-roues motorisés. Outre la marque phare *KTM*, le groupe comprend également les marques *Husqvarna Motorcycles*, *Husqvarna Bicycles* et *Raymon* ainsi que la marque de composants *WP*, qui jouent un rôle croissant dans le secteur de l'électromobilité. A l'occasion de l'assemblée générale du 16 octobre, il a été décidé de rebaptiser le groupe *PIERER Mobility AG* sans nommer une seule marque, soulignant ainsi le rôle de l'actionnaire majoritaire Stefan Pierer dans le nom de la société. Au premier semestre 2019, le groupe a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 754 MEUR soit une augmentation de +4,2 % par rapport à la même période de l'année précédente. Le nombre total de motos vendues s'élevaient à 135 711 (+7 %) dont 115 318 motos KTM et 20 393 motos Husqvarna. PIERER Mobility emploie 4 400 personnes, dont 84 % en Autriche.

**Hirtenberger vend sa branche Défense** Créé en 1860, le groupe industriel Hirtenberger (2 000 employés en AT, HU et SI), initialement opérant dans le secteur de la métallurgie et fabricant de cartouches et munitions, est un des champions cachés autrichiens et s'est progressivement spécialisé au cours des vingt dernières années dans les dispositifs pyrotechniques tels les actionneurs pyrotechniques et microgénérateurs de gaz ou les prétendeurs de ceinture de sécurité. Face au faible potentiel de croissance de la branche défense, le groupe a décidé fin juillet de se séparer de sa division Défense et a trouvé dans la société hongroise HDT Vedelmi Ipari Kft. un acquéreur, détenu à 100 % par le gouvernement hongrois. Aucune fermeture de site ou licenciement ne sont prévus. La branche défense (système de mortier lisse 60/81/120 mm, munitions, système de visée) du groupe Hirtenberger employait environ 85 salariés et générait un CA de 30 MEUR.

## Transports

**Austrian Airlines annonce un plan d'économies et la suppression d'emplois pour faire face à la concurrence des compagnies low cost** La compagnie aérienne *Austrian Airlines* (AUA), rachetée en 2008 par *Lufthansa*, avait affiché en 2013 son premier résultat positif après six ans de perte. Ce succès s'est poursuivi au cours des années suivantes. Pour 2019, AUA n'exclut pas le retour à un résultat négatif en raison notamment de la concurrence des compagnies à bas coût et de l'évolution du prix du kérosène. En effet, l'aéroport de Vienne jouit d'une popularité croissante parmi les compagnies à bas coût. En juillet 2017 déjà, en prévision du Brexit, la compagnie *easyJet* avait décidé d'immatriculer une partie de sa flotte en Autriche. Sont également présentes les compagnies à bas coût *Vueling*, *Wizz Air*, *LEVEL*, *Volotea* et *Laudamotion*, propriété de *Ryanair*. Pour les neuf premiers mois de l'année, AUA affiche un recul de son EBIT ajusté de 85 % pour atteindre 17 MEUR, après 110 MEUR pour les trois premiers trimestres 2018. AUA annonce pour 2020 et 2021 des économies à hauteur 90 MEUR par an sur les frais de personnel et d'exploitation ce qui implique la suppression de 700-800 emplois.

[Haut du document](#)



**Relations bilatérales****Hirsch Servo se développe en France en rachetant l'activité de placoplatre de Saint Gobain**

Le groupe français Saint-Gobain a signé un accord avec le spécialiste du polystyrène expansé (PSE), Hirsch Servo, du groupe autrichien Hirsch, et le suédois BewiSynbra, afin de leur céder l'ensemble de son activité PSE en France avec six usines de production. Cette activité, qui est regroupée au sein de la filiale Placoplatre, a généré en 2018 un chiffre d'affaires de l'ordre de 70 MEUR. 240 salariés de Saint-Gobain devraient ainsi changer d'employeur à la clôture de l'opération, programmée avant la fin de l'année. Les six sites de production qui devraient quitter le giron de Saint-Gobain sont répartis sur l'ensemble du territoire. Il s'agit des usines de Le Meux/Compiègne (Oise), Guipry (Ille-et-Vilaine), Béziers (Hérault), Bazoches (Nièvre), Saint-Michel Sur Meurthe (Vosges), et Vienne (Isère). Selon le projet, une nouvelle société, baptisée Hirsch France SAS et détenue à 66 % par Hirsch et 34 % par BewiSynbra, aura à charge l'ensemble de l'activité reprise. De plus, à travers l'entité française, Hirsch acquiert des participations à hauteur de 49,9 % de la société française Isossol SAS. Le groupe Hirsch avait déjà acquis en 2018 l'activité PSE de Saint-Gobain en Allemagne, une filiale recensant 200 salariés et quatre sites de production.


**Annexe**
**Forecast of key economic indicators**

	International forecasters							Austrian forecasters						
	OECD		IMF		European Commission			OeNB			WIFO		IHS	
	May 2019	2020	October 2019	2020	November 2019			June 2019			October 2019		October 2019	
	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2019	2020
<b>Key Results</b>														
<b>Annual change in %</b>														
Real GDP	1,4	1,6	1,6	1,7	1,5	1,4	1,4	1,5	1,6	1,6	1,7	1,4	1,5	1,3
Real private consumption	1,8	1,7			1,5	1,5	1,3	1,6	1,4	1,3	1,5	1,6	1,5	1,3
Real government consumption	0,9	0,5			0,9	1,3	1,1	1,5	1,2	1,1	1,3	0,9	0,5	1
Real gross fixed capital formation	2,4	1,7			2,9	1,2	1,1	2,7	1,9	1,8	2,9	1,5	2,5	1,1
Real exports	2,3	2,6	1,8	1,3	2,3	2,3	2,3	2	2,8	3,4	2,3	2,3	2,2	1,7
Real imports	1,9	2,5	1,2	1,1	2,6	2,3	2,0	2	2,6	3	2,4	2,5	2,2	1,5
Labour productivity **)	0,2	0,7			0,5	0,7	0,8	0,2	0,7	0,7	0,5	0,4	0	0,5
GDP deflator	2	1,9	1,6	1,8	1,9	1,7	1,7	1,5	1,6	1,6	1,9	1,7	1,9	1,6
HICP	1,9	2	1,5	1,9	1,5	1,6	1,6	1,7	1,7	1,7	1,6	1,7	1,5	1,5
Unit labor costs					2,3	1,3	1,1	2,5	1,5	1,1	2,4	1,5	2,6	1,6
Payroll employment	1,2	0,8	0,7	1,1	1,1	0,7	0,6	1,6	1,2	1,1	1,6	1	1,6	0,8
<b>% of labour force</b>														
Unemployment rate	4,6	4,6	5,1	5	4,6	4,6	4,6	4,7	4,7	4,7	4,6	4,6	4,6	4,8
<b>% of nominal GDP</b>														
Current account	2,4	2,4	1,6	1,8	2,2	2,1	2,2	2,2	2,3	2,6	2,5	2,3		
General government surplus/deficit	0,3	0,2	0,1	-0,2	0,4	0,2	0,4	0,3	0,4	0,5	0,6	0,4	0,3	0,3
<b>Conditioning assumptions</b>														
Oil price in USD/barrel	68,4	70	61,8	57,9	63,3	57,4	56,1	68,1	65,8	62,7	66,0	63,0	64,0	60,0
Short-term interest rate in %	-0,3	-0,3	-0,4	-0,6	-0,4	-0,5	-0,5	-0,3	-0,3	-0,2	-0,4	-0,5	-0,4	-0,4
USD/EUR	1,12	1,12	1,12	1,12	1,12	1,11	1,11	1,12	1,12	1,12	1,12	1,1	1,12	1,11

Source: OECD, IMF, European Commission.

Source: OeNB, WIFO, IHS.

\*\*) OeNB and WIFO: hourly productivity of labour; IHS: labour productivity per employee.

last update on 07.11.2019 16:36

last update on 08.10.2019; 17:25

**Copyright**

 Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Vienne (adresser les demandes à [vienne@dgtrésor.gouv.fr](mailto:vienne@dgtrésor.gouv.fr)).

**Clause de non-responsabilité**

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

**Auteur :**

 Service Économique de Vienne  
 Adresse : Reisnerstrasse 50/10  
 1030 Vienne  
 Autriche

 Rédigé par : Susanne Maynhardt, Pascal Chaumont  
 Relu par : Claire Thirriot-Kwant, Conseillère économique

 Version du 8 novembre 2019  
 Version originelle : Septembre 2013  
 Rédaction achevée le 7 novembre 2019